



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille seize le 22 mars, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 15 mars 2016, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

### **Etaient présents :**

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. GABARD, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

### **Etaient excusés et représentés par pouvoir:**

M. BODIN à Mme QUERAL, Mme HOLGADO à M. CARREAU

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. INOCENCIO est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

### **5 – LANCEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE POUR L'AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE / PERIMETRES DE PROTECTION MODIFIES DU VERROU DE L'ESTUAIRE**

#### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

Par délibération du 28 avril 2009, le Conseil Municipal a mis à l'étude la création de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP). Afin de la mener conjointement à l'échelle du Verrou de l'estuaire, la commune de Blaye a été désignée comme coordonnateur du groupement de commande avec la commune de Cussac-Fort-Médoc.

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 (dite « Grenelle 2 ») a introduit dans le code du patrimoine le dispositif des Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), qui remplacent les ZPPAUP. Ainsi, par délibération du 26 juin 2012, le Conseil Municipal a défini les modalités de concertation et a désigné les membres de la commission locale de l'AVAP.

Le projet d'AVAP du Verrou de l'estuaire a été arrêté lors des séances du Conseil Municipal de Cussac-Fort-Médoc du 3 décembre 2014 et de Blaye du 9 décembre 2014. Il a ensuite fait l'objet d'un passage en Commission Régionale du Patrimoine et des Sites le 11 décembre 2014 et d'une consultation des Personnes Publiques Associées (conformément à l'article L. 642-3 du Code du Patrimoine).

Il convient désormais de le soumettre à une enquête publique en application de l'article L.642-3 du Code du Patrimoine.

De plus, à la demande du Préfet de la Gironde et en application de l'article L.123-6 du Code de l'Environnement, le projet de Périmètres de Protection Modifiés (PPM) des monuments historiques doit également être intégré à l'objet de l'enquête publique. Ce projet de PPM, proposé par l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) (conformément à l'article L.621-30 du Code du Patrimoine), concerne la Citadelle de Blaye, le Château Bernones et le Fort-Médoc.

Le conseil municipal de Blaye, lors de sa séance du 3 novembre 2015, a émis un avis favorable sur ce PPM, en y associant quelques remarques. Des ajustements éventuels pourront être apportés par l'Etat au dossier de PPM avant sa création. Quant à celui de Cussac-Fort-Médoc, réuni le 23 septembre 2015, il a émis un avis favorable.

Il est précisé qu'au vu de la complémentarité des projets susvisés et de la procédure de création du Plan Local d'Urbanisme à Blaye, la commune de Blaye souhaite réaliser simultanément les enquêtes publiques associées.

La commune de Blaye, en ce sens, saisira le tribunal administratif de Bordeaux qui désignera le commissaire enquêteur qui conduira les enquêtes publiques.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à :

- organiser l'enquête publique sur ce projet
- signer toutes pièces afférentes à l'opération.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 4 mars 2016 et a émis un avis favorable .

**Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 25/03/16

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20160322-27650-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK

